

**SECTION III****ALIÉNATION DE GRÉ À GRÉ À CERTAINS ORGANISMES**

**7.** Malgré l'article 4, le ministre peut autoriser une commission scolaire à aliéner de gré à gré un immeuble à l'un des organismes suivants, à la valeur nominale qu'il fixe :

1° à une commission scolaire dont le territoire se superpose en tout ou en partie au sien ou est contigu ;

2° à un collège d'enseignement général et professionnel ;

3° à une université ;

4° à un établissement d'enseignement privé agréé aux fins de subventions conformément à la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., c. E-9.1) ;

5° à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) ou à la Corporation d'hébergement du Québec ;

6° à la Société d'habitation du Québec ou à Immobilière SHQ ;

7° à la Société immobilière du Québec ;

8° à une municipalité locale au sens de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) ou à une municipalité régionale de comté, sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble ;

9° à une coopérative d'habitation, pour qu'elle acquière et utilise l'immeuble à des fins de logement social ;

10° à un organisme ou à une institution qui est un organisme de bienfaisance enregistré aux fins de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) ou à un organisme sans but lucratif qui poursuit des fins culturelles, scientifiques, récréatives, charitables ou sociales, pour qu'il y poursuive de telles fins ;

11° à un centre de la petite enfance, à une garderie, à un jardin d'enfants ou à une halte-garderie, au sens de la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance (L.R.Q., c. C-8.2), pour qu'il y installe ce centre, cette garderie, ce jardin d'enfants ou cette halte-garderie.

Cependant, une telle autorisation est conditionnelle à l'insertion au contrat de vente d'une clause de premier refus, en faveur de la commission scolaire, en vertu de

laquelle l'organisme devra, s'il désire aliéner l'immeuble, l'offrir d'abord à la commission scolaire au prix auquel il l'a initialement acquis de celle-ci.

**SECTION IV****ALIÉNATION POUR UNE CONTREPARTIE AUTRE QUE MONÉTAIRE**

**8.** Malgré les articles 4 et 7, le ministre peut autoriser l'aliénation de gré à gré d'un immeuble à une personne qui offre une contrepartie autre que monétaire de valeur au moins égale à la valeur de l'immeuble.

**CHAPITRE III****DISPOSITIONS FINALES**

**9.** Le présent règlement remplace le Règlement sur les normes, les conditions et la procédure d'aliénation d'un immeuble d'une commission scolaire édicté par le décret numéro 37-90 du 17 janvier 1990.

**10.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

41729

**Projet de règlement**

Loi sur la sécurité dans les sports  
(L.R.Q., c. S-3.1)

**Permis relatifs aux sports de combat  
— Modifications**

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le « Règlement modifiant le Règlement sur les permis relatifs aux sports de combat » dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être adopté par la Régie des alcools, des courses et des jeux et approuvé par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Afin de favoriser la venue au Québec de manifestations sportives de sports de combat d'envergure internationale, il est proposé de modifier la tarification applicable lors de la délivrance du permis d'organisateur valable pour une manifestation sportive pour la rendre plus compétitive avec celle en vigueur aux États-Unis.

Il propose aussi de porter les frais d'administration découlant du refus d'une demande de permis d'organisateur valable pour une manifestation sportive de 150 \$ à 300 \$. Les frais d'administration pour l'annulation

d'une manifestation sportive pour le motif de blessure grave subie par l'un des concurrents pourront être portés de 300 \$ à 600 \$.

La personne dont le permis est suspendu ou annulé au cours de l'année qui précède sa demande pourra dorénavant obtenir un nouveau permis à moins que la Régie n'ait suspendu son droit d'en obtenir un.

Un concurrent américain qui sollicite un permis de concurrent au Québec devra fournir à la Régie une preuve de son inscription au registre prévue par la loi américaine intitulée Professional Boxing Safety Act de 1996.

Le projet de règlement propose des normes concernant les conflits d'intérêts des organisateurs, des gérants, des entraîneurs et des concurrents.

Il propose aussi plusieurs allègements concernant la délivrance des permis.

À ce jour, l'étude du projet de règlement révèle les impacts suivants sur les entreprises et en particulier les PME:

— les nouvelles normes concernant les conflits d'intérêts pourront requérir des aménagements dans la gestion de certaines entreprises pour y empêcher le cumul des fonctions d'organisateur, de gérant ou d'entraîneur;

— la nouvelle tarification applicable au permis d'organisateur valable pour une manifestation sportive permettra aux organisateurs québécois impliqués dans les sports de combat pratiqués par des professionnels d'être plus compétitifs sur le plan international et favorisera la venue au Québec d'événements d'envergure internationale.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à:

Monsieur Mario Latraverse, Régie des alcools, des courses et des jeux, 1, rue Notre-Dame Est, bureau 9.01, Montréal (Québec) H2Y 1B6; téléphone: (514) 864-2789; télécopieur: (514) 873-4850.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant l'expiration de ce délai de 45 jours, au secrétaire de la Régie des alcools, des courses et des jeux, monsieur François Côté, 560, boulevard Charest Est, Québec (Québec) G1K 3J3.

*Le président de la Régie des alcools,  
des courses et des jeux,*  
CHARLES CÔTÉ

## Règlement modifiant le Règlement sur les permis relatifs aux sports de combat\*

Loi sur la sécurité dans les sports

(L.R.Q., c. S-3.1, a. 55.3, 1<sup>er</sup> al., par. 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 2<sup>e</sup> al.)

**1.** L'article 3 du Règlement sur les permis relatifs aux sports de combat est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, de « , appuyée du serment ».

**2.** L'article 9 de ce règlement est modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant:

«De plus, elle ne doit pas être sous le coup d'une suspension du droit d'obtenir un permis visée à l'article 63.».

**3.** L'article 10 de ce règlement est modifié:

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le paragraphe 5<sup>o</sup>, de «sur le formulaire prévu à l'annexe 2-A» par «prévu à l'article 168»;

2<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe 8<sup>o</sup> par le suivant:

«8<sup>o</sup> produire, sur le formulaire fourni par la Régie, une attestation d'un assureur suivant laquelle elle possède une police d'assurance-responsabilité de la nature et du montant prévus aux articles 49 et 50;»;

3<sup>o</sup> par l'insertion, dans le paragraphe 9<sup>o</sup> et après «contrat conclu», de «ou une attestation de paiement»;

4<sup>o</sup> par l'insertion, dans le paragraphe 10<sup>o</sup> et après «contrat conclu», de «ou une attestation de paiement».

**4.** L'article 12 de ce règlement est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«De plus, elle ne doit pas être sous le coup d'une suspension du droit d'obtenir un permis visée à l'article 63.».

**5.** L'article 13 de ce règlement est modifié:

1<sup>o</sup> par l'insertion, dans le paragraphe 2<sup>o</sup> et après «fournir», de «des documents attestant»;

2<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe 8<sup>o</sup> par le suivant:

«8<sup>o</sup> ne pas être sous le coup d'une suspension du droit d'obtenir un permis visée à l'article 63.».

\* Le Règlement sur les permis relatifs aux sports de combat a été approuvé par le décret n° 663-95 du 17 mai 1995 (1995, G.O. 2, 2270). Il n'a pas été modifié depuis son approbation.

**6.** L'article 15 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression, dans la partie qui précède le paragraphe 1°, de « et 8° » ;

2° par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

« 4° une attestation suivant laquelle elle est inscrite au registre prévu par le Professional Boxing Safety Act de 1996 (15 U.S.C. 6301 et sq.) tel qu'il se lit au moment où il s'applique, si elle a l'obligation d'y être inscrite. ».

**7.** L'article 17 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant :

« 3° ne pas être sous le coup d'une suspension du droit d'obtenir un permis visée à l'article 63. ».

**8.** L'article 19 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant :

« 3° ne pas être sous le coup d'une suspension du droit d'obtenir un permis visée à l'article 63. ».

**9.** L'article 24 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant :

« 6° ne pas être sous le coup d'une suspension du droit d'obtenir un permis visée à l'article 63. ».

**10.** L'article 27 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin du deuxième alinéa, de « Toute fraction de dollar d'honoraires est arrondie au dollar supérieur. ».**11.** L'article 31 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **31.** La demande de permis doit être remplie sur le formulaire fourni par la Régie et contenir les renseignements suivants :

1° l'identité du requérant ;

2° son adresse ;

3° la catégorie de permis demandée ;

4° une description de ses antécédents judiciaires, le cas échéant. ».

**12.** L'article 35 de ce règlement est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants :

« Cependant, les droits exigibles lors de la demande d'un permis d'organisateur valable pour une manifesta-

tion sportive sont établis par la somme des montants suivants :

1° 5 % des recettes brutes attribuables à la vente de billets jusqu'à concurrence de 500 000 \$ de recettes brutes ;

2° 3 % des recettes brutes attribuables à la vente de billets qui excèdent 500 000 \$ de recettes brutes, le cas échéant ;

3° 3 % des recettes brutes attribuables aux droits de transmission et retransmission.

Le montant maximal des droits exigibles attribuable aux ventes de billets est de 55 000 \$ et de 75 000 \$ lorsqu'il est attribuable aux droits de transmission et de retransmission.

Dans tous les cas, les droits exigibles lors de la demande de permis d'organisateur valable pour une manifestation sportive ne peuvent être inférieurs à 2 512 \$ ni supérieurs à 130 000 \$.

Lorsque le montant des droits exigibles est supérieur aux droits minima requis, l'organisateur d'une manifestation sportive doit en payer le solde attribuable à la vente de billets dans les 15 jours qui suivent la tenue de la manifestation sportive et celui attribuable aux droits de transmission et de retransmission dans les 120 jours de cette manifestation.

Les droits prévus au présent article portent intérêt au taux légal. ».

**13.** L'article 36 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « 0,25 \$, ou l'un de ses multiples, » par « dollar ».**14.** L'article 38 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « 150 \$ » par « 300 \$ » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « 300 \$ » par « 600 \$ ».

**15.** L'article 43 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « prévu à l'annexe C-1 » par « fourni par la Régie » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « prévu à l'annexe C-2 » par « fourni par la Régie ».

**16.** Le titre de la section XI de ce règlement est remplacé par le suivant :

«RESPONSABILITÉ CIVILE»

**17.** L'article 49 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**49.** Une personne qui sollicite un permis d'organisateur valable pour une manifestation sportive doit produire, sur le formulaire fourni par la Régie, une attestation suivant laquelle elle a conclu un contrat d'assurance de responsabilité civile d'au moins 1 000 000 \$ par sinistre la garantissant contre les conséquences pécuniaires découlant d'un fait dommageable survenu dans l'exercice de ses fonctions ou lors de celles-ci, pendant la durée de son permis, pour la réparation d'un préjudice corporel, moral ou matériel. ».

**18.** L'article 54 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 4°, de «45» par «46.2.1».

**19.** L'article 55 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

«1° a des intérêts financiers de quelque nature que ce soit avec un gérant ou un officiel; »;

2° par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

«3° cumule les fonctions de gérant. ».

**20.** L'article 56 de ce règlement est modifié :

1° par l'ajout, à la fin, des paragraphes suivants :

«7° obtient un résultat positif, refuse ou néglige de se soumettre au contrôle antidopage prévu à la section IX.I du chapitre I du Règlement sur les sports de combat ;

8° cumule les fonctions d'organisateur ou de gérant, sauf s'il agit pour lui-même. ».

**21.** L'article 57 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin, des paragraphes suivants :

«4° cumule les fonctions d'organisateur ;

5° a des intérêts financiers de quelque nature que ce soit avec un organisateur. ».

**22.** L'article 58 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

«4° cumule les fonctions d'organisateur. ».

**23.** L'article 60 de ce règlement est abrogé.

**24.** L'article 63 de ce règlement est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

«**63.** Lorsqu'un permis est annulé ou suspendu, la Régie peut suspendre, pour une période maximale de trois ans, dans le cas d'une annulation et d'un an, dans le cas d'une suspension, le droit d'une personne d'obtenir un nouveau permis délivré en vertu du présent règlement. ».

**25.** L'article 66 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement de «du paragraphe 3°» par «des paragraphes 3°» ;

2° par l'insertion après, «l'article 24», de «, le troisième alinéa de l'article 29».

**26.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 70, de ce qui suit :

«**CHAPITRE II.1**  
**BOXE MIXTE**

**70.1** Les dispositions du chapitre I s'appliquent, en faisant les adaptations nécessaires, à la boxe mixte au sens de l'article 195.1 du Règlement sur les sports de combat, à l'exception de celles prévues au paragraphe 3° de l'article 15, à l'article 16, au paragraphe 3° de l'article 25, au dernier alinéa de l'article 29 et aux paragraphes 3° et 4° de l'article 62 du présent règlement.

**70.2** La Régie peut suspendre, pour une période d'au plus un an, le permis du concurrent qui a commis l'une des fautes prévues aux articles 195.28 à 195.30 du Règlement sur les sports de combat. ».

**27.** Les annexes A-1, B1 à B4, C-1, C-2 et D-1 de ce règlement sont abrogées.

**28.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.